
Avant-propos

Environnement et développement dans le Sud-Ouest
de l'océan Indien

Bénédicte Thibaud



Édition électronique

URL : <http://echogeo.revues.org/9833>
DOI : 10.4000/echogeo.9833
ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la
diffusion de l'information géographique
(CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Bénédicte Thibaud, « Avant-propos », *EchoGéo* [En ligne], 7 | 2008, mis en ligne le 27 novembre 2008,
consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/9833> ; DOI : 10.4000/echogeo.9833

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2016.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas
d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Avant-propos

Environnement et développement dans le Sud-Ouest
de l'océan Indien

Bénédicte Thibaud

- 1 L'Océan Indien, avec ses 78 millions de km² est le troisième océan mondial, mais l'Espace océan Indien est encore plus vaste, puisque il inclue « les îles et les fonds océaniques sous-jacents, les façades littorales et les arrière-pays des Etats riverains, ainsi que l'espace aérien au-dessus de lui » (définition du Comité Spécial de l'océan Indien, ONU, 1979).
- 2 Ce dossier, consacré aux enjeux environnementaux actuels, en lien avec la question du développement, porte sur la partie sud-occidentale de cet océan Indien. Les îles formant la Commission de l'Océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice, Réunion, Seychelles) et les Etats côtiers de la façade est-africaine, constituent l'espace d'étude. Les ensembles géographiques considérés sont de nature et de taille très disparates (450 km² pour les Seychelles, 587040 km² pour Madagascar). Les groupes humains en présence sont tout aussi diversifiés, tant par leur origine (Madagascar en est une illustration) que par les apports extérieurs ultérieurs (influence arabo-musulmane pour de nombreuses îles et pays bordiers du détroit du Mozambique).
- 3 En termes de développement, les écarts sont très prononcés entre les différents Etats. En effet, si l'on se réfère à l'indice de développement humain (IDH), indice qui mesure l'éducation, l'espérance de vie et la richesse, trois groupes d'Etats se distinguent nettement. Un groupe à l'indice élevé (entre 0,74 et 0,83) comprend La Réunion, Maurice et dans une moindre mesure les Seychelles. Pour La Réunion, la richesse s'explique par l'appartenance à un Etat riche et développé. A Maurice et aux Seychelles, l'activité touristique est très développée. Un second groupe (indice inférieur à 0,50) rassemble la majorité des Etats de la façade orientale de l'Afrique ainsi que Madagascar. Le Kenya et bien sur l'Afrique du Sud y font figure d'exception. Le Kenya, grâce à ses parcs et réserves de renommée mondiale, reçoit annuellement autant de touristes qu'il compte d'habitants. En outre, il dispose d'infrastructures urbaines et portuaires qui lui permettent de participer activement aux échanges maritimes, proches et lointains. L'Afrique du Sud, Etat de grande taille, à l'économie diversifiée, est l'Etat le plus riche et le plus développé,

dont les aménagements portuaires le long de son littoral indien sont d'envergure mondiale.

- 4 L'océan Indien occidental, ne fait donc pas figure d'entité régionale en termes de développement. En revanche, cet espace océanique constitue une véritable interface entre les Etats riverains et insulaires. La mise en place récente de coopérations internationales en est une illustration. Ainsi, le partenariat établi entre les îles de l'océan Indien (COI), l'élaboration du COMESA (Common Market for Eastern and South Africa) ou l'adhésion en 2005 de Madagascar à la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), témoignent d'une amorce d'intégration économique régionale.
- 5 Dans le même temps, ces coopérations internationales favorisent la mise en œuvre d'actions communes en matière de gestion de l'environnement. En effet, cette partie de l'océan Indien constitue un des 25 « hot spots » de la planète. Un endémisme marqué et une grande diversité biologique caractérisent un grand nombre d'espaces insulaires. Madagascar, avec un taux d'endémisme estimé à 80 %, présente ainsi une mégabiodiversité. Or, la mise à contribution des ressources naturelles, par les sociétés en place, rurales pour la majorité d'entre elles, affectent profondément les écosystèmes sollicités. L'accroissement des besoins, en lien avec des croissances démographiques élevées explique, en partie, l'augmentation des prélèvements sur les ressources. Les systèmes d'exploitation développés, ne peuvent plus aujourd'hui, dans bien des cas, satisfaire les besoins nouveaux. La modification des pratiques qui en résulte, contribue à l'intensification des dégradations environnementales.
- 6 Ainsi, dans la compréhension des dynamiques actuellement observées au sein de l'Espace océan Indien, l'examen des interrelations entre l'environnement et le développement, apparaît-il fondamentale.
- 7 Les différentes contributions présentées dans ce dossier, attestent de l'étroitesse de ces liens. Ainsi, Virginie Duvat, dans son étude des différentes îles des archipels des Seychelles et des Mascareignes, montre en quoi la qualité des plages s'inscrit au cœur des enjeux de développement. L'activité touristique constitue en effet une source majeure de revenus pour de nombreuses petites îles de cette partie de l'océan Indien. Or, l'attractivité de ces espaces insulaires tropicaux est fortement conditionnée par la richesse exceptionnelle de leur biodiversité. Thierry Simon, à travers l'exemple du territoire réunionnais, révèle comment ce département d'outre-mer a su concilier des aménagements de grande ampleur, indispensables à son développement, avec la sauvegarde d'un environnement d'exception. Cette île, dont la population a doublé au cours des cinquante dernières années, pour atteindre 800 000 habitants actuellement, est néanmoins un des meilleurs exemples de préservation des écosystèmes.
- 8 La situation de Madagascar est bien différente. Hervé Rakoto Ramiarantsoa rappelle que dans cette grande île, « le développement demeure une préoccupation constante » au regard de l'extrême pauvreté régnant sur l'ensemble du territoire. A la faveur des changements économiques et politiques récents, l'auteur réexamine la question du développement par le biais de l'étude des ressources agricoles, en lien avec la biodiversité. Il souligne les difficultés rencontrées par l'actuelle république malgache, pour tendre vers le développement durable prôné par les injonctions des bailleurs de fonds. Les Etats africains de la façade océanique indienne, ont eux aussi vu se multiplier les espaces protégés. Dans le souci d'une meilleure gestion des parcs, devenus pour beaucoup d'entre eux transfrontaliers, la mise en place de concertations et de coordinations internationales s'est révélée indispensable. Avec le cas du Great Limpopo

Transfrontier Park (GLTP), Nadia Belaïdi, s'interroge quant aux impacts socio-économiques de cette gestion régionalisée de la biodiversité. L'auteur indique que la constitution du GLTP traduit, en effet, des changements importants entre les Etats de l'Afrique australe. Les frontières, autrefois barrières fortement militarisées, sont considérées dorénavant comme des zones d'échanges au service d'un développement commun. Mais, l'auteur souligne aussi que ces recompositions territoriales ne sont pas nécessairement porteuses de développement.

- 9 Dans son étude sur la conquête du littoral indien d'Afrique du Sud, Sylvain. Guyot montre également qu'une gestion durable de l'environnement semble difficile. L'auteur rappelle le poids des héritages politiques, économiques, dans le choix des modes d'exploitation actuels de ces espaces côtiers. Si le développement est bien réel, pour ces espaces connectés aux processus de globalisation, tous les groupes humains n'en bénéficient pas. Par ailleurs, certaines mises en valeur (industrie lourde, extraction minière) ont des répercussions très lourdes sur l'environnement.
- 10 Au Mozambique, Fabrice. Folio rappelle lui aussi le poids des héritages dans la gestion actuelle des ressources naturelles. Les longues années de guerre ont laissé des traces profondes. Cependant, la place croissante des activités touristiques dans la reconstruction du pays, devrait permettre d'accorder une place nouvelle aux questions environnementales.
- 11 Enfin, sur cette façade orientale du continent africain, plus précisément des alentours de Mogadiscio (2° lat.N.) à l'embouchure du Zambèze au Mozambique (18° lat.S.), François Bart, insiste sur le rôle majeur de la création de l'aire swahili, dans la fragmentation actuelle de cet espace côtier qui s'allonge sur plus de 2000 km. En effet, les dynamiques contradictoires d'ouverture et d'isolement selon la densité des flux et des échanges au cours de l'histoire, sont à l'origine des disparités de développement rencontrées aujourd'hui, entre les Etats et au sein même de ces Etats.
- 12 Comme partout ailleurs dans cette partie occidentale de l'océan Indien, les enjeux environnementaux, qui se manifestent sur ces rivages africains, semblent bien étroitement liés aux enjeux de développement.
- 13 Un grand merci aux auteurs pour leur participation à la constitution de ce dossier, dont les contributions riches et diversifiées apportent un éclairage supplémentaire, sur les liens unissant le développement et l'environnement dans cette partie occidentale de l'océan Indien. Enfin, l'élaboration de ce dossier n'aurait pu voir le jour sans l'aide précieuse de madame Maorie Seysset.